

ALEXANDRE MARC ETAIT-IL EUROPEEN ?

Je ne peux que partager la perplexité des intervenants qui m'ont précédé sur le libellé de la question à laquelle il nous est demandé de répondre : « Alexandre Marc et Denis de Rougemont étaient-ils européens ? » Si l'on écarte l'acception géographique du terme « européen » (« De l'Europe » dit Le Robert) et son usage politique actuel (citoyen de l'Union européenne), il reste le sens « idéologique » : « Qui concerne le projet d'une Europe économiquement et politiquement unifiée » (Le Robert).

Alexandre Marc comme Denis de Rougemont ayant passé la majeure partie de leur vie d'homme à militer pour une Europe unie, s'interroger sur leur qualité d' « européens » paraît relever du sophisme. Encore que tous deux ne manqueraient pas de s'insurger contre la définition du Robert et récuseraient le terme *unifiée* : Rougemont ne définissait-il pas l'union fédérale d' *union non unitaire* ou d' *union des diversités* ?

Plutôt que de gloser, j'ai voulu, dans cette trop brève intervention, laisser la parole à Alexandre Marc en proposant à votre réflexion quelques citations tirées, presque au hasard, de son ouvrage *L'Europe dans le monde* (Payot, 1965).

Pour A.M. – et il n'a cessé de le répéter tant dans son enseignement que dans ses écrits :

L'Europe n'est pas une fin en soi [...], mais un moyen. Notre fin, c'est l'avènement de l'homme libéré de la condition prolétarienne. L'Europe fédéraliste est une arme de ce combat.

Par ailleurs, ce combat pour la fédéralisation de l'Europe n'est lui-même qu'une étape – nécessaire, indispensable – sur la voie d'une fédération mondiale. Évoquant les premiers congrès fédéralistes de l'après-guerre (en 1946 et 1947), A.M. souligne toutefois que,

contrairement à ce qu'on affirme parfois, l'Europe n'est nullement ce qui unissait les hommes rassemblés à Hertenstein, à Luxembourg, à Amsterdam ou à Montreux. [...] Non seulement l'Europe « unioniste » ne pouvait les satisfaire, mais encore ils n'hésitaient pas à en dire autant de l'Europe « formellement » fédéraliste : celle-ci leur importait surtout comme moyen.

La fin, elle, A.M. la retrouve dans les statuts de la toute jeune Union européenne des fédéralistes (U.E.F.) qui la résume d'une formule : assurer

une paix durable dans le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales pour tous et la justice sociale.

Ce programme ne visant pas seulement l'Europe, mais ayant vocation à l'universalité :

Cette organisation [il s'agit encore de l'U.E.F.] groupait des fédéralistes en Europe et non point seulement pour l'Europe.

Et Alexandre Marc, pour conforter son argumentation, cite la motion de politique générale du congrès d'Amsterdam (avril 1947) qui précise

qu'une fédération européenne aurait pour devoir impérieux non seulement de « coopérer avec les autres puissances », mais aussi de « contribuer dès sa formation, au fonctionnement des organismes mondiaux et à la création d'une fédération mondiale ».

Faut-il rappeler qu'A.M., mettant ses actes en accord avec ses idées, a milité aussi bien à l'U.E.F. qu'au M.U.C.M. (le Mouvement universel pour une confédération mondiale) ?

Mais cette fédéralisation de l'Europe et du monde ne devait pas viser seulement le domaine du politique, elle devait aussi – comme l'avaient déjà vu au XIX^e siècle Proudhon et Bakounine – s'appliquer à tous les secteurs de la société et notamment à l'économie. Là encore A.M. s'appuie sur une motion du congrès de Montreux (août 1947), la motion économique – qu'il avait largement inspirée – dénonçant le

capitalisme prétendu libéral qui, subordonnant les valeurs humaines au pouvoir de l'argent, fait naître l'insécurité, la misère dans l'abondance, l'injustice sociale, le désordre international.

Critiques à l'égard du capitalisme, les fédéralistes de cette époque n'avaient pour autant aucune tendresse pour le

collectivisme totalitaire tenté par n'importe quel moyen, de faire régner sa justice aux dépens des droits de l'homme et des communautés.

En somme, poursuit Alexandre Marc,

il s'agit par l'abolition du désordre, de l'injustice, de la misère, engendrés par le capitalisme – de mettre sur pied « l'organisation rationnelle de la production et de la distribution, garantissant le libre développement de la personne humaine » (Motion de politique générale d'Amsterdam). [bref] d'édifier un nouvel ordre social, dans lequel les hommes connaîtront, avec la liberté personnelle, l'équité et la sécurité économique.

Sécurité économique qui résultera notamment de l'attribution à tout être humain d'un Minimum social garanti (M.S.G.), destiné à couvrir ses besoins fondamentaux, dont A.M. a été l'instigateur dès les années 30.

Ce « nouvel ordre social », précisera ultérieurement le congrès de Montreux, ne saurait être établi par les méthodes étatiques : en procédant de la sorte, on ne ferait qu'aboutir à

une organisation centralisée et totalitaire de l'économie [...] absolument incompatible avec les objectifs fondamentaux du fédéralisme (Motion économique de Montreux, 2).

Stigmatisant par avance l'incapacité des seules combinaisons intergouvernementales à établir ce nouvel ordre social que réclamaient les fédéralistes, le congrès de Montreux reprend presque mot pour mot le célèbre discours de Denis de Rougemont que cite Jean-Pierre dans son excellent article de *L'Europe en formation* (n° 3, sept. 2006) :

Une fédération est un phénomène vivant qui se forme de proche en proche, par l'association des personnes et des groupes (Motion de politique générale de Montreux, 3) [et non, ajoute A.M.] par l'association des égoïsmes étatiques.

Se fondant encore sur la motion de politique générale de Montreux, Alexandre Marc précise :

C'est parce que le fédéralisme « n'apporte pas seulement un nouveau cadre politique mais encore de nouvelles structures sociales, économiques et culturelles » qu'il s'attaque à la notion même de démocratie et qu'il la renouvelle : « la véritable démocratie doit être une articulation de solidarités, montant de la base jusqu'au sommet et harmonieusement organisées à tous les étages ».

Notons que cette reconstruction ascendante de la société se retrouve presque dans les mêmes termes et comme un leitmotiv dans les œuvres de Proudhon, de Bakounine et des militants syndicalistes révolutionnaires.

Et Alexandre Marc de conclure ce chapitre de *L'Europe dans le monde*, qu'il intitule « Retour aux sources » :

Inutile d'ergoter : le caractère intégral (pour employer un mot qui n'est pas toujours compris) du mouvement fédéraliste, à sa naissance, ne saurait être mis en doute.

Le temps est venu de répondre à la question que nous posaient les organisateurs de ces « entretiens » : « Alexandre Marc était-il européen ? » À question provocante réponse un peu moins provocante et que – je l'espère – les quelques citations rappelées ci-devant rendront pertinente : Non ! Il n'était pas européen, il était fédéraliste intégral ou, si l'on préfère, socialiste libertaire !

Arnaud MARC-LIPIANSKY